

Une nouvelle France industrielle ?

Par Aziz
Mouline,
Professeur
à l'université
de Rennes 1.



l'ambition affichée. Des priorités seront nécessaires et tous les plans n'auront pas les dotations nécessaires.

Les pouvoirs publics misent sur un effet levier avec des investissements privés attendus trois à quatre fois supérieurs au montant public annoncé. Les industriels joueront-ils le jeu dans le cadre de la cohérence de la filière ? Accepteront-ils de partager les technologies clés dans un environnement concurrentiel ?

En septembre 2010, l'ancien gouvernement avait lancé un programme pour mieux structurer l'industrie française en filières compétitives. Onze comités stratégiques avaient été installés pour des filières industrielles désignées, là aussi, comme stratégiques pour la reconquête industrielle (automobile, numérique, etc.). Ces

« Une nation sans industrie est une nation qui se condamne au déclin », lit-on dans un rapport publié par le ministère du Redressement productif. Le constat est alarmant pour la France où, bien plus que dans les autres pays de la zone euro, le poids de l'industrie dans l'économie comme celui de l'emploi industriel dans l'emploi total ont fortement baissé ces vingt dernières années.

Le Président de la République s'appuyait sur ce rapport quand il a présenté, en septembre, les trente-quatre plans de reconquête industrielle ciblés sur les filières les plus porteuses. Des plans retenus suivant trois critères bien précis : un marché mondial en croissance (ou pouvant l'être), des technologies maîtrisées par la France, une position forte sur ce marché.

L'approche est intéressante. Elle se base, d'un côté, sur les atouts de recherche et développement des entreprises françaises et, de l'autre, sur le potentiel des marchés futurs. Sont ainsi identifiés des secteurs qui s'inscrivent dans la double transition énergétique et numérique : voiture propre, TGV du futur, traitement de grandes quantités de données, cybersécurité, etc.

Mais au-delà de cet effet d'annonce, des inquiétudes subsistent. Les moyens mobilisés (3,5 milliards d'euros dans le cadre du programme d'investissement d'avenir) demeurent bien insuffisants par rapport à

« Le gouvernement encourageait des filières compétitives dès 2010... »

programmes n'ont eu qu'une très faible portée, a conclu le rapport Gallois sur la compétitivité française, publié en juillet 2012, où il était précisé que la côte d'alerte est atteinte pour l'industrie française.

Si l'on remonte encore dans le temps, on se souviendra qu'en avril 2005, le président de la République de l'époque avait lancé le projet Quaero, censé concurrencer le moteur de recherche Google qui continue de régner sans partage sur Internet. Quaero a très vite montré ses limites : retard dans le lancement du projet, financement insuffisant, innovation sans lien avec le marché.

Tirons-en le bilan. Pour être efficace, une politique industrielle doit tenir compte de quatre points fondamentaux : la cohérence (dans les actions des pouvoirs publics), la coopération (indispensable entre les différents acteurs concernés), la coordination (avec les actions menées par la Commission européenne) et la compatibilité (entre le temps nécessairement long de la politique industrielle et celui très réduit de la politique tout court).